

ÉLECTIONS EUROPÉENNES (J-12)

# De la Picardie à la frontière : « fume c'est du belge »

**PICARDIE** Les fumeurs n'hésitent pas à parcourir des centaines de kilomètres pour acheter leur tabac en Belgique. L'harmonisation européenne n'est qu'une chimère, la distorsion des prix une réalité.



Ce couple de l'Oise s'est ravitaillé en tabac à la frontière belge à Macquenoise, comme de très nombreux autres Picards.

**S**i le tabac nuit gravement à la santé, l'expression populaire « fume c'est du belge » prend tout son sens avec les accros à la nicotine. La Picardie possède une frontière avec la Belgique au nord d'Hirson, l'extrémité de l'Aisne, à Macquenoise sur la route de Chimay. Les fumeurs picards n'hésitent pas à avaler des centaines de kilomètres pour assouvir leur besoin en clopes meilleur marché. Domiciliée à Athies en Haute-Somme, Annick, se rend tous les deux mois depuis 15 ans à Quiévrechain, près de Valenciennes. Et elle a vite fait ses calculs. « Ça me fait environ 200 km de voiture, une vingtaine d'euros de carburant et 4,40 € de péage. Je me paye trois seaux de tabac blond pour un peu plus de 93 euros, quand un paquet en France fait 8 €. Ça me coûte environ 380 € de moins en tabac qu'en France, frais de déplacement déduits », expose Annick. « Ce n'est pas un budget étouffant, avoue encore la mère de famille avec un sens de la formule,

ÉLECTIONS  
EUROPÉENNES  
2019

donc je me paie le luxe de continuer de fumer ». Le Saint-Quentinois Valentin qui se rend lui aussi en Belgique à Néchin, juste après Lille, une fois par mois, sait aussi qu'il fume moins cher. « Avec un seau de tabac à 64,95 €, on fume à deux pendant un mois, alors que ça nous coûterait 240 € en cigarettes achetées en France », explique Valentin. « En cette période de crise de pouvoir d'achat, chacun défend son porte-monnaie, avoue Jacques Héry, président des buralistes de l'Aisne.

Il ne peut que constater la distorsion des prix, à cause d'une fiscalité plus élevée en France qu'en Belgique.

**OÙ EST LA PROMESSE DE L'HARMONISATION FISCALE ?**

« L'harmonisation fiscale promise, ça n'en prend pas le chemin. Le problème ce sont aussi les ventes parallèles, les organisations professionnelles et certains ne se cachent même plus sur les réseaux sociaux », déplore le buraliste saint-quentinois. Un ressortissant serbe poursuivi pour trafic-contrebande a d'ailleurs été arrêté dans l'Aisne en

possession de 59 kilos de tabac. Selon Jacques Héry, un quart du tabac consommé en France n'est pas acheté dans le réseau local. « C'est une illustration supplémentaire de cette Europe qui peut décevoir. » Dimanche matin à 9 h 30, à la frontière franco-belge à Macquenoise où l'on entretient le souvenir du film « Rien à déclarer » de Dany Boon, le commerce transfrontalier saute aux yeux. Les premiers arrivants ne sont là que pour le tabac et rien d'autres, ni pour le chocolat, ni pour les fleurs réputées aussi moins cher qu'en France. Un grand carton vide à leurs pieds,

## LES ATTENTES DES CONSOMMATEURS DE LA RÉGION

L'UFC, Que choisir des Hauts-de-France, a mené une enquête entre février et avril dernier auprès de 765 consommateurs de la région sur leurs préoccupations et attentes consoméristes pour l'Europe de demain. Selon les résultats diffusés le 6 mai dernier, le top 3 des priorités thématiques des consommateurs est la lutte contre les substances chimiques indésirables, suivie de la sécurité alimentaire et du développement durable. Les consommateurs interrogés demandent massivement un renforcement de la réglementation sur les substances chimiques, par une indépendance accrue des autorités de contrôle et de

études scientifiques, un étiquetage des produits plus explicités et un encadrement strict des perturbateurs endocriniens en application du principe de précaution. Concernant la nutrition, les répondants exigent de rendre l'imposition du Nutri-Score obligatoire à l'échelon européen, afin de simplifier la lecture, la compréhension de l'étiquetage nutritionnel et d'inciter les professionnels à améliorer les compositions de leurs produits. Contre l'obsolescence organisée, les sondés proposent, pour renforcer la durabilité, d'étendre la garantie légale de conformité en fonction de la durée de vie des produits. ■

### UN COMMERCE LÉgal SELON LA QUANTITÉ

Le commerce transfrontalier est parfaitement légal dans les limites de la réglementation (maximum 4 cartouches par personne et pas plus d'un kilo de tabac à fumer) et « de vos besoins propres ». Quand les quantités sont plus importantes, l'acheteur prend le risque d'être mis en cause pour commerce illégal.

Vincent et Muriel grillent leur première clope de la journée. « On ne fume pas dans notre voiture », s'excuse presque le couple de l'Oise venu de Rantigny (au sud de Clermont), 195 km pour un seul aller. Depuis deux ans environ, les quadragénaires s'offrent un déplacement à Macquenoise tous les trois mois. « Contrairement à ce qu'on dit très facilement, les Français n'ont pas arrêté de fumer mais ils achètent leur tabac ailleurs », pense Muriel qui en est un exemple bien vivant.

### « Notre clientèle est française à 95 %

La patronne de Chez Mathilde

Le couple a payé pour environ 495 € de tabac, de pots, de cartouches, mais aussi de boîtes de tubes pour confectionner lui-même ses propres cigarettes. « On fume à deux pour 40 euros par semaine, ce serait pour 100 euros avec des cigarettes achetées en France », comparent les Isariens. Le café-tabac « Chez Mathilde » ne désemplit pas et les plaques d'immatriculation des voitures sont toutes françaises et des trois départements picards. « Notre clientèle est française à 95 % », confirme Mathilde, la patronne. Le dimanche est une grosse journée pour la buraliste qui emploie même trois intérimaires ce jour-là. « Le malheur des uns fait le bonheur des autres », avoue la commerçante belge en pensant à la morosité des buralistes français proches de la frontière. Ville de Picardie la plus proche de la frontière belge, Hirson ne compte plus que deux buralistes pour 9 000 habitants. Il y en avait encore six en 2010. Le bar-tabac du Marché tourne bien avec le PMU et les jeux de hasard. « Mais pour survivre, il faut se diversifier et ouvrir plus longtemps, même à Noël et au Nouvel an », explique le patron Alexis Gasparosky. ■ NICOLAS TOTET